

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article353>

# Les anciens de la police et de l'armée prospèrent dans la sécurité privée

- Renseignement - France -



Date de mise en ligne : mercredi 4 mai 2005

---

Spyworld Actu

---

Ex-policiers, militaires à la retraite et anciens agents du renseignement noyautent la sécurité privée, mais doivent s'adapter à la prolifération des menaces contre les entreprises, en particulier leurs systèmes informatiques, selon des spécialistes.

"L'Etat n'est plus en mesure de faire face à ses activités régaliennes. Les grands groupes qui, par définition, font de l'argent, doivent de plus en plus compter sur eux-mêmes pour assurer leur sécurité", souligne René-Georges Querry, un ancien chef de la police qui a dirigé la sécurité de la Coupe du monde de football de 1998, responsable de la prévention des risques du groupe Accor.

"Les savoirs dont on a besoin quand on est directeur de la sécurité ne s'apprennent que dans la police, la gendarmerie, l'armée ou les services de renseignement", précise le directeur du CF2R (Centre français de recherche sur le renseignement) Eric Denécé.

Ces reconversions s'amplifient, à la faveur des règles de carrière des policiers et militaires qui peuvent cumuler une pension et un salaire complets.

"Les chefs de police qui partent à la retraite se mettent à travailler. Il y a 15 ans, personne ne travaillait", indique l'ancien directeur central de la police judiciaire Jacques Genthial.

"On a un problème de jeunesse au moment du départ à la retraite", s'amuse M. Genthial, qui a fondé une société de conseil aux entreprises, Sécurité Audit solution (SAS).

Au départ, "c'était les directeurs et commissaires de police. Derrière, il y a beaucoup d'inspecteurs qui partent à partir de 55 ans. Tout le monde continue", ajoute-t-il.

"On a souvent besoin de recruter des collaborateurs", d'où l'utilité des policiers ou des militaires à la retraite "pour faire appel à leurs anciens collègues", relève M. Denécé.

Mais les spécialistes considèrent comme anecdotique, au regard du développement du champ d'action des responsables de la sécurité, l'affaire Canal+, dont le directeur des moyens généraux Gilles Kaehlin est accusé par un ancien agent de la DGSE de lui avoir ordonné d'espionner des salariés.

"Cela va de la protection des bâtiments, depuis les caméras et les grillages, jusqu'au respect des normes de sécurité", ajoute M. Denécé.

Un responsable de la sécurité s'occupe également de "la lutte contre la fraude interne, l'espionnage économique, la protection des dirigeants contre le terrorisme, la protection des expatriés, toute la gestion de sous-traitance et enquête sur les personnes qu'on veut engager", énumère-t-il.

"D'une manière historique, la sécurité, c'était du gardiennage, et là vous avez des gens qui sortent des services de police ou des militaires. Puis les entreprises se sont complexifiées et vous avez eu des commissaires ou des officiers du renseignement", explique Michel Nesterenko, directeur de Protection totale, une société de conseil.

Dans les années 1998-1999, les entreprises ont pris conscience que leurs réseaux informatiques représentaient une "vulnérabilité terrible", souligne-t-il. "Vous avez toujours la fraude, mais elle est partie sur un mode différent de ce

que ces gens-là ont connu".

"La sécurité informatique et la sécurité physique sont en train de se rejoindre", ajoute-t-il.

En outre, souligne M. Genthial, "le chef d'entreprise qui recrute croit que le policier sait tout faire dans le domaine de la sécurité. Or, c'est très souvent déjà un spécialiste".

"Si on vous demande de revoir l'architecture d'un système informatique, le policier peut suivre jusqu'à un certain niveau", reconnaît-il. Au-delà, "le cabinet va prendre des experts plus performants" en "piochant dans un réseau d'amis".